

Bonjour

le syndicat Cnt Inrap m'a envoyé ce texte afin de le diffuser

bonne journée

P.

Texte écrit par la CNT-Inrap le 3 octobre 2011 en réaction au message

« le travail de collabo de l'Inrap » posté par X le 13 septembre 2011

sur la liste de lutte contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes

Nous sommes archéologues, travailleurs à l'Inrap, et syndiqués à la CNT. P. nous a transféré il y a trois semaines un message qui avait été envoyé par X sur la liste de la lutte contre l'aéroport – message intitulé "le travail de collabo de l'Inrap". Inutile de dire qu'on n'est pas d'accord avec le contenu de ce message, et qu'il y a plusieurs points sur lesquels on voulait revenir... Désolés d'avoir mis trois semaines à réagir, mais bon, on fait ce qu'on peut avec le temps qu'on a.

1) Sur le fonctionnement de l'archéologie préventive

- Ce ne sont pas les équipes de l'Inrap qui décident où, quand et quoi elles vont fouiller. Les diagnostics (tranchées creusées pour identifier d'éventuels sites) et les fouilles (si des sites sont découverts) sont faits sur prescription des services régionaux de l'archéologie – ces services dépendent du ministère de la Culture, ne font pas partie de l'Inrap, et doivent eux aussi le plus souvent jongler difficilement entre les pressions politico-économiques et leur mission scientifique.

- Notre activité n'entre pas en compte dans les processus de décision des élus et des aménageurs. Non, non, jamais. À votre avis, qu'est-ce qu'un député ou un bétonneur en ont à fiche des vieux murs et des vieux tessons ? Il y a un délai fixé pour la fouille : si ce délai est dépassé, les sites sautent. Donc si on refuse de fouiller, si on bloque l'opération archéologique, la seule différence c'est que la construction se fera sans sauvetage de l'information archéologique, ou avec une information amoindrie. En gros, ce n'est préjudiciable qu'à la recherche et pas à l'aménagement... T'as pas fini ton chantier ? pas grave, t'avais qu'à te dépêcher, les pelleteuses arrivent pour terrasser. Surtout pour les chantiers qui représentent de gros enjeux pour les pouvoirs publics, où l'archéologie ne pourra obtenir aucun délai supplémentaire.

· Les travailleurs de l'Inrap sont pour une bonne part des précaires enchaînant les CDD, et ils n'ont pas forcément le choix des chantiers sur lesquels ils sont affectés. Si on propose à un précaire d'aller travailler sur l'aéroport, même si le projet lui répugne, même si les conditions de travail sont inacceptables, il ne pourra pas forcément refuser (surtout en ce moment où les chantiers sont rares dans le coin), à moins d'avoir envie de se passer de salaire... D'ailleurs la direction de l'Inrap l'a bien compris, et sur des chantiers "sensibles" comme celui-ci, c'est souvent des CDD qui sont envoyés essayer les plâtres...

2) Sur l'archéologie préventive en général

L'archéologie préventive, par définition, intervient en amont des aménagements immobiliers. Ces aménagements sont parfois sympathiques (hôpital, éco-hameau, etc.) mais le plus souvent non (nouveaux centres pénitentiaires, bétonnage autoroutier, aéroport comme ici, etc.). Notre intervention implique des négociations avec des gens qui sont très loin de nos idées et de nos pratiques (élus, aménageurs...). Tout ça pose effectivement des problèmes "d'éthique du métier", si on peut dire, et ça suscite beaucoup de débats y compris au sein de notre syndicat. Mais si on suit le raisonnement du camarade X, en fait la solution est très simple : on devrait, dans la plupart des cas, refuser de faire notre travail. Pourquoi pas, mais, encore une fois, le résultat serait lui aussi très simple : l'aménagement se ferait quand même, sans le moindre retard, et les sites partiraient à la benne.

3) Sur le projet cambodgien

Pour information : le chantier de fouilles préventives près d'Angkor a été lancé par des archéologues qui, de leur propre initiative, y ont consacré des années de leur temps libre sans le moindre soutien de la direction de l'Inrap. C'est seulement après coup que cette même direction s'est aperçue de l'intérêt médiatique de cette opération et a décidé de s'en emparer pour sa com' et de la refiler à Vinci... L'Inrap n'est pas une collectivité autogérée, c'est une organisation hiérarchisée et, ici comme ailleurs, merci de ne pas confondre l'institution (l'Inrap qui pose avec Vinci en se rengorgeant de l'opération Angkor) et les gens qui la composent à la base (l'Inrap qui fouille au Cambodge).

Bref, que votre combat soit juste, soit ; que les inrapiens présents sur les lieux n'aient pas forcément une conscience politique très affûtée, soit... Mais se faire traiter de collabos, non, ça, on ne peut pas l'accepter !

Solidairement,

la section CNT-Inrap <cnt@inrap.fr>

Le mail diffusé sur une liste d'opposant-e-s à l'aéroport de NDDL et qui est à l'origine de la réponse de la CNT INRAP :

Objet : Le travail de collabo de l'INRAP

Salut à toutes et à tous,

voici (en bas du mail) un communiqué gerbant qui démontre l'étroite collaboration entre les archéologues de l'INRAP et la société VINCI.

L'INRAP se permet même une jolie pub pour Vinci dans leur communiqué.

Au sortir de la réunion d'information de l'INRAP lundi dernier, nous avons entamé une discussion avec deux archéologues de l'INRAP pour savoir si ils se rendaient compte de l'impact de leurs fouilles sur la zone du projet de 4 voies au sud du projet d'aéroport, et sur le fait que leur travail était en lien étroit avec le début des travaux sur cette même zone.

Ils ont feint de l'ignorer en le minimisant et en se déclarant non-responsables de leurs actes, et puis "il faut bien préserver le patrimoine historique", et qu'en est-il du patrimoine bocager et environnemental ! Sur cette question, ils se sont esquivé et sont repartis en belle bagnole de bourges (on soupconne d'ailleurs qu'il soient repartis avec un jeune cadre de VINCI) !

Cela rappelle étrangement Biotope et leur passivité de collabo !

Ne les laissons pas passer !

Le début des travaux commence avec les fouilles archéologiques !